



Senza chiedere il permesso

for the freedom of migrants — من أجل حرية المهاجرين
 — 为移民自由 — pour la liberté des migrants
 — تارکین وطن کی آزادی کے لئے — за свободу мигрантов

per la libertà delle e dei migranti

Ce journal est né d'une série d'assemblées au cours desquelles des dizaines d'hommes et de femmes migrant·e·s ont commencé à **discuter ensemble de la manière de lutter et de s'organiser contre le racisme et l'exploitation** à Bologne et dans d'autres villes. Plusieurs associations - sénégalaises, gambiennes, guinéennes et marocaines - ont participé aux discussions et ont réaffirmé qu'il était temps de **surmonter les différences de titre de séjour, de travail et d'origine entre les migrant·e·s, afin de lutter ensemble**. Avec la montée du racisme institutionnel en Italie et en Europe, les problèmes des hommes et des femmes migrant·e·s augmentent chaque jour. Il y a ceux qui restent des mois à attendre la commission, ceux qui obtiennent la protection internationale et risquent d'être expulsés des centres d'accueil, ceux qui veulent convertir leur protection en permis de travail mais ne peuvent pas le faire, ceux qui luttent pour renouveler leur permis de travail, ceux qui ne peuvent pas trouver de logement à cause du racisme des propriétaires ou simplement parce qu'elles sont des femmes et des migrantes.

Le document rassemble les voix des femmes et des hommes migrant·e·s qui ont participé à ces assemblées. Nous savons qu'il **est nécessaire de continuer à élargir la participation à ce processus au plus grand nombre possible de migrant·e·s** : hommes, femmes, garçons et filles, travailleurs et travailleuses, étudiants et étudiantes. À l'automne, nous organiserons une nouvelle assemblée pour continuer à **discuter de nos problèmes de travail, de logement, de titre de séjour et de racisme**, et pour réfléchir ensemble à la manière de faire avancer la lutte. Diffusons ce journal le plus largement possible !

Non aux expulsions des centres d'accueil : la victoire des migrants



Les migrants du CAS d'Ozzano **ont lutté et gagné contre la gestion raciste de l'accueil de la préfecture de la ville de Bologne**. Lorsque les opérateurs du centre du centre d'accueil les ont informés que, ayant obtenu la protection internationale, ils devraient quitter le centre dans dix jours, les migrants ont décidé de pro-

tester. Au cri de « **Nous ne finirons pas à la rue !** », ils sont descendus dans la rue avec la Coordination des Migrants pour une conférence de presse devant la mairie de Bologne.

Les migrants d'Ozzano **ont surmonté la peur et ont dénoncé** les pratiques racistes de la préfecture, qui voulait les expulser du centre sans informer le Service de protection internationale de l'ASP de Bologne, qui gère l'accueil.



[Regardez la vidéo sur la lutte de Ozzano](#)

Leur protestation a contraint la préfecture à arrêter les expulsions : tous les migrants concernés ont été transférés dans les maisons gérées par les services d'accueil.

Grâce à leur lutte, ils ont obtenu ce qui, en tant que titulaires d'une protection internationale, leur appartient de droit : un

toit et la possibilité de suivre une formation et un stage professionnels. Cet été, il faut s'attendre à ce que la préfecture et les coopératives qui gèrent l'accueil des migrants recommandent à expulser les migrants pour faire face à la surpopulation des centres.

Cependant, aujourd'hui tous les migrants savent qu'il est désormais possible **s'organiser pour lutter et gagner contre le racisme institutionnel qui gouverne le système d'accueil, comme c'est passé à Ozzano.**

Le racisme des propriétaires à Bologne



Avoir un emploi est essentiel pour avoir un permis de séjour, avoir un logement est fondamental pour vivre. Mais en outre que racisme institutionnel des titres de séjour, aujourd'hui chacun d'entre nous doit également subir le racisme des propriétaires.

Trouver un logement est difficile pour tout le monde, même pour les Italiens, mais les migrants et migrantes se **voient refuser la possibilité de trouver un logement tous les jours simplement parce qu'ils sont migrants**. Il existe des agences créées uniquement pour gagner de l'argent et tricher les migrants dans cette situation qui nous affecte. Parfois, nous contactons directement les propriétaires, ils nous invitent à voir la maison et dès qu'ils nous voient, ils nous disent que « non, la maison n'est plus disponible ».

En ce moment, il ne suffit plus avoir un contrat de travail de durée indéterminée et toutes les garanties, car ils ne louent pas les appartements aux ceux et celles qui ont la peau noire. Il n'est pas vrai que les propriétaires ont eu de mauvaises expériences avec les migrants, la vérité est qu'ils sont juste raci-

stes !



[Regardez la vidéo de Assemblea donne del Coordinamento Migranti](#)

Pour les femmes migrantes, avec ou sans des enfants mais sans partenaire ou mari, la situation est encore plus difficile car les propriétaires demandent toujours un homme comme garant.

Mais nous, femmes migrantes, nous refusons d'être soumises pour un logement, nous le voulons à notre nom et nous nous battons contre toute forme de patriarcat qui nous veut obéissantes et dépendantes.

C'est seulement en levant la tête qu'il est possible de se rebeller contre cette situation, c'est seulement en élevant la voix qu'il est possible de se faire entendre ! Nous devons nous unir et lutter avec force contre le racisme, nous devons protester contre **l'immobilisme des administrations publiques** qui ne font rien et ne mettent pas à notre disposition les logements et les espaces qui existent. Nous devons crier haut et fort que **nous ne pouvons pas rester sans logement !**

Sans papiers, nous ne pouvons pas vivre ! La gestion raciste des titres de séjour



Avec la droite raciste au gouvernement en Italie et en Europe, les problèmes liés au titre de séjour augmentent chaque jour. Il devient de plus en plus difficile d'obtenir des papiers ou de les renouveler.

Les demandeurs d'asile sont affectés par la loi Cutro qui a accéléré les démarches administratives pour l'expulsion de demandeurs d'asile qui arrivent de pays dits « sûrs » et a augmenté le nombre de refus. De plus, ceux qui obtiennent protection spéciale ne peuvent plus convertir leur titre en titre de séjour pour travail. Ces derniers mois, la police a refusé la conversion même à ceux qui ont reçu un titre de séjour lié à la protection internationale avant la loi. Beaucoup parmi nous ont dû aller au tribunal pour obtenir la conversion, dépensant de l'argent et du temps pour faire reconnaître notre droit.

Pour les migrants vivant dans des centres d'accueil, ils doivent souvent attendre plusieurs mois pour être convoqués par la Commission et d'autres mois pour savoir les résultats de leur démarche. **Dans le centre Mattei**, lorsque le titre de séjour provisoire de six mois expire, il n'est pas renouvelé jusqu'à quand la Commission donne une nouvelle réponse. Cela signifie que nous restons pendant 3 ou 4 mois sans papiers et pendant cette période, nous ne pouvons rien faire, même pas travailler. Les regroupements familiaux sont devenus de plus en plus difficiles à obte-

nir car les institutions retardent et laissent expirer les délais administratifs. Pour les femmes migrantes, arriver par le biais du regroupement familial signifie avoir un titre de séjour qui dépend de leurs maris ou pères, même s'ils sont violents. Il est donc difficile, voire impossible, de dénoncer les abus ou la violence car cela peut signifier la perte de la possibilité de rester en Italie.

Même les migrants qui vivent en Italie depuis des années rencontrent de nombreux problèmes avec leurs titres de séjour. Chaque fois qu'il faut le renouveler, il faut dépenser beaucoup d'argent et on perd beaucoup de temps. **Les bureaux mettent des mois à traiter les demandes et dans l'entre-temps nous avons des problèmes de travail et d'accès aux services publics.** En revanche, lorsqu'il s'agit de reprendre nos papiers ou d'activer des procédures d'expulsions, ces mêmes bureaux peuvent être très rapides !

Nous ne pouvons pas nous taire face à tout cela. **Sans papiers, nous ne pouvons pas trouver un emploi, nous ne pouvons pas trouver un logement, nous ne pouvons pas construire une vie en dehors des centres d'accueil ou loin de nos familles.** Nous ne pouvons accepter que la vie des migrants et des migrantes reste suspendue à cause des choix racistes des institutions. Lutter contre le chantage du titre de séjour, c'est lutter pour notre liberté.

Contre l'exploitation des travailleurs migrants

En juin, **Satnam Singh**, un migrant indien de 31 ans, est décédé après avoir perdu un bras au travail et son patron l'a laissé mourir. Mais ce n'est pas seulement son patron qui l'a tué. Satnam, avec sa femme, travaillait pour cette entreprise depuis deux ans, à raison de plus de 10 heures par jour, sans jamais avoir eu un contrat de travail : il est mort tué sur son lieu de travail par le racisme des lois italiennes, qui forcent chaque jour des hommes et des femmes migrant.e.s à l'exploitation et à un travail sous-payé. Le cas de Satnam est extrême, mais il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'aux camps de Latina pour voir l'effet de ces lois.

À Bologne, il suffit de se rendre à **l'Interporto et de visiter les entrepôts disséminés dans toute la province**. Nous, migrants et demandeurs d'asile, travaillons principalement dans ces lieux. Nous trouvons du travail principalement auprès d'agences d'intérim, avec des contrats très courts, même de quelques jours seulement.

Chaque jour, nous attendons un message nous indiquant les horaires de travail. Il n'y a pas de bus entre 22 heures et 5 heures du matin pour se rendre à l'Interporto, donc nous devons nous rendre au travail très tôt ou attendre des heures après la fin du service. **Le salaire qu'on gagne est une misère et ne suffit pas pour vivre à Bologne**. Nous sommes obligés de faire de nombreuses heures supplémentaires qui ne sont souvent pas payées. Lorsque notre contrat ne peut pas être renouvelé, les entreprises nous renvoient



et embauchent quelqu'un d'autre.

Si nous protestons individuellement, en demandant plus d'argent ou en refusant de faire des heures supplémentaires, les patrons nous laissent à la maison. **Les agences et les entreprises nous font du chantage en exploitant le titre de séjour**. Elles savent que nous avons besoin d'un emploi, car sinon nous ne pourrions pas le renouveler. Elles savent que nous avons besoin d'argent parce que c'est le seul moyen de sortir de la misère de l'accueil et de l'argent de poche.

Désormais travailler ne suffit plus pour construire sa propre vie. Tout cela est inacceptable et la situation s'aggrave chaque jour de plus à cause de patrons et des institutions racistes. Nous devons trouver les moyens de nous organiser ensemble pour s'opposer à tout cela.

POUR NOUS CONTACTER



+39 351 131 1348



+39 339 434 8367

COORDINAMENTO MIGRANTI

ASSEMBLEA DONNE DEL COORDINAMENTO MIGRANTI



@coordinamentomigranti.bologna.7



<https://www.coordinamentomigranti.org/>



@coomibo



@assembleadonnecoomibo